

On m'a dit que je devrais proposer le sous-amendement afin de gagner un peu plus de temps. J'aimerais proposer un sous-amendement à l'amendement du député de Saint-Jean-Ouest. Je ne crois pas que la fusillade éclate si je le propose. Par conséquent, je propose, appuyé par le député d'Oshawa (M. Broadbent):

Qu'on modifie l'amendement en remplaçant le point final par une virgule et en y ajoutant ce qui suit:

«et que la Chambre blâme le gouvernement de poursuivre les politiques libérales-conservatrices qui ont mené le Canada à sa plus grave récession depuis 1954, notamment ses politiques de taux d'intérêt élevés, d'indifférence à l'égard des pauvres, d'impôts punitifs et de prix inflationnaires; et qu'elle blâme également le gouvernement de n'avoir pas inclus dans ce budget un programme d'investissement de capitaux, une commission des justes prix, des crédits fiscaux pour le coût de la vie et un engagement sérieux en faveur de la propriété publique dans l'industrie pétrolière pour que les Canadiens ne soient plus des locataires industriels dans leur propre pays.»

Des voix: Bravo!

M. Rae: Je crois enfin que la question énergétique est en tout et partout l'exemple par excellence de ce que le gouvernement prétend faire et ne fait pas. Je ne veux pas lui consacrer trop de temps à cause justement du peu de temps à ma disposition et aussi parce que le député de Vancouver-Kingsway (M. Waddell) doit traiter de la question, mais je veux bien faire comprendre au ministre le sens exact de notre objection. Je me félicite de voir ici le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Lalonde). Au cours de la période des questions orales aujourd'hui, j'ai mentionné ce que coûtera à l'économie canadienne ce faux objectif d'une propriété canadienne à 50 p. 100. Nous allons troquer David Rockefeller contre Conrad Black. Et alors? Comment cela est-il important?

M. Blaikie: La grosse affaire!

M. Rae: La grosse affaire, comme le dit le député de Winnipeg-Birds Hill (M. Blaikie). L'important c'est que la sortie de dividendes continuera d'être un problème aussi grave en 1990 qu'il l'est maintenant. Il sera même encore plus grave parce que les montants dont nous parlons seront encore plus gros qu'ils le sont à l'heure actuelle. Cela signifie que les multinationales seront autorisées à accroître leur part du marché. Cela signifie qu'une poignée de Canadiens bien nantis tireront profit de ce semblant de nationalisme et que nous verrons se perpétuer la domination étrangère et la sortie de dividendes. Cet objectif de propriété canadienne à 50 p. 100 ne veut rien dire à moins qu'il ne s'agisse de contrôle. C'est un chiffre sans valeur, c'est une idée sans valeur. C'est tellement vrai que, en 1974, le premier ministre (M. Trudeau) avait déclaré que c'était l'un de ses principaux objectifs pour les six années suivantes. Dans l'exposé qu'il a fait hier soir sur la politique énergétique nationale, le ministre a dit: «Nous ne savons pas comment nous y parviendrons; nous n'avons pas de méthode permettant de l'appliquer, mais cela continuera d'être un des grands objectifs du gouvernement».

Les faits sont les suivants: nous faisons payer le baril de pétrole \$16.75 à l'heure actuelle; Imperial Oil, la plus grande compagnie pétrolière du Canada, a un actif totalisant 4.6 milliards de dollars et ses revenus annuels s'élèvent à 6.6 milliards, alors que ceux de la province du Manitoba ne sont que de 1.7 milliard. Cela donne une idée du genre d'organismes dont nous parlons et de leur puissance, mais cela ne vous empêche pas de facturer le baril de pétrole \$16.75. On peut facilement s'imaginer à combien s'élèveront les revenus et

Le budget—M. Rae

l'actif d'Imperial Oil en 1990. Cette compagnie aura pris une dimension gigantesque grâce à la politique ridicule de subventions du gouvernement.

C'est incroyable que la presse puisse affirmer que cela représente un pas extraordinaire vers la canadienisation et que le NPD doit s'inquiéter fortement de voir les libéraux lui couper l'herbe sous le pied. Nous tremblions comme des feuilles hier soir en entendant le ministre lire sa déclaration. Nous trouvions que les deux ministres réunis avaient pondu un document vraiment radical. Il faudra attendre 1990 pour qu'Imperial Oil soit propriétaire de tout le Canada, et nous pouvons être satisfaits du fait que la moitié appartiendra aux personnes les plus riches au Canada. Cela nous inquiète énormément.

M. Rose: C'est un pas imaginaire vers la gauche.

M. Rae: Comme le député de Mission-Port Moody (M. Rose) le dit avec tellement de justesse, c'est le plus grand pas imaginaire en direction de la gauche que fait le parti libéral depuis la dernière fois.

En fin de compte, ce budget aura des répercussions très graves, car il fait appel aux mauvaises solutions que les gouvernements libéraux et conservateurs successifs ont utilisées pendant beaucoup trop longtemps pour tenter de régler nos problèmes économiques fondamentaux. De plus, ce budget constitue un aveu d'impuissance. C'est une déclaration de faillite intellectuelle, car il fait sournoisement ce que les conservateurs essayaient de faire ouvertement; mais c'est exactement la même chose et il aura exactement le même effet.

Je voudrais parler plus particulièrement de deux questions, étant donné que je sais que mes collègues s'occuperont des autres.

• (1730)

D'après les prévisions que contient le budget en matière de services sociaux offerts aux Canadiens par le gouvernement fédéral, il semble que ces services fondamentaux ont suscité les critiques les plus vives depuis leur création. Les faits sont là. On ne peut pas nier, par exemple, que le taux de croissance de ce prétendu programme sera de 10.6 p. 100 en 1981, de 6.3 p. 100 en 1982 et de 6.9 p. 100 en 1983. Je vois que le ministre aimerait nous répondre que c'est aux provinces de résoudre cette question. Les huit gouvernements provinciaux conservateurs vont-ils assurer des services sociaux aux Canadiens? Cette déclaration émane d'un gouvernement qui est censé s'occuper d'offrir des services à la population de son pays.

Je tiens à dire honnêtement au ministre, et je sais le rôle qu'il a joué dans l'adoption du programme d'assurance-maladie, que si le gouvernement Pearson avait adopté la même attitude dans les années 60, nous n'aurions jamais connu les soins médicaux pour tous les Canadiens; jamais. Il est certain que nous ne prendrons jamais les mesures qui s'imposent pour assurer des services de garderie afin que les femmes aient réellement le choix entre rester à la maison ou aller travailler. Nous ne connaissons jamais un régime national coordonné qui garantisse aux femmes de Terre-Neuve les mêmes droits dans ce domaine vital qu'à celles du Manitoba ou de la Saskatchewan. Il est certain que le niveau global des dépenses sociales et des services sociaux offerts à tous les Canadiens va diminuer.